

SCANDALE ENVIRONNEMENTAL À EL TARF

# Massacre écologique dans le parc national d'El Kala

**Le parc national d'El Kala est livré à un massacre et un biocide systématiques par la grâce d'une interprétation erronée ou éventuellement à dessein d'une note du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales adressée aux 14 wilayas disposant d'un littoral dont la wilaya d'El Tarf.**

La note en question dont nous détenons une copie datée du 09 mai dernier indique clairement que « dans le cadre de la diversification de l'offre touristique pour la saison estivale 2016, notamment au profit des familles, les collectivités côtières sont appelées à privilégier la création de camps de toile ».

Plus loin, dans la même note, il est indiqué clairement que les terrains sur lesquels seront créés des camps de toile doivent relever « du domaine privé de l'Etat ou des collectivités » et ce, par le biais de la location ou de la concession. Malheureusement, il est écrit, noir sur blanc, dans les décisions d'occupation des terrains réservés aux dits camps de toile, dont nous détenons une copie, que « le permis d'occupa-

tion est octroyé sur un bien public forestier naturel ». Ce qui est en totale contradiction avec la note sus-indiquée.

Dans le même sillage le cahier des charges établi conjointement par la direction des forêts et celle du tourisme et de l'artisanat et dont nous détenons une copie, autorise au contractant bénéficiaire d'un camp de toile d'exécuter des travaux de constructions légères et l'érection de sanitaires en dur avec l'utilisation de carrelages et du ciment ainsi que l'ouverture de pistes carrossables, à l'intérieur de la forêt (art 17 et art 19). Une autre entorse de taille à la loi de n°84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts qui stipule clairement dans son article 31 que « Les constructions

et travaux dans le domaine forestier national sont effectués après autorisation du ministère chargé des forêts et conformément à la réglementation en vigueur ».

Dans le même registre, le PV de réunion sur la création des camps de toile du 30 mai 2016 et dont nous détenons également une copie, révèle sans l'ombre d'un doute que la création de ces fameux camps de toile s'est faite dans la précipitation et sans études au préalable de faisabilité sur le plan juridique, formel et pratique, compte tenu de la spécificité de la région, où il ressort en filigrane un empiètement des lois de la République.

En effet, il ressort de la lecture du PV que « c'est suite à la sortie dans la matinée du 30 mai 2016 consacrée à l'inspection de 8 sites proposés à la création de camps de toile et ce, suite aux demandes d'investisseurs, des instructions ont été données pour donner l'aval de l'administration pour les 4 sites suivants ; le terrain au niveau du site Tonga

mitoyen du camp des œuvres sociales de l'entreprise Sonelgaz octroyé à l'agence foncière de wilaya, le terrain mitoyen à l'ancien siège des douanes dans la commune de Souarreh pour un privé, le terrain mitoyen au stade de la localité El Guentra El Hamra dans la commune d'El Kala au bénéfice d'un privé, le terrain au niveau de la plage Draouch et le terrain mitoyen du lac El Mellah pour une agence de voyages ». Le wali donnera 10 jours aux services des forêts et à la Direction des domaines pour finaliser toutes les procédures inhérentes pour la mise en œuvre des contrats.

Reste que le feuilleton des agressions récurrentes du parc national d'El Kala et de l'ensemble du tissu forestier de la wilaya d'El Tarf qui constitue plus de la moitié de sa superficie totale est devenu un acte ordinaire et banal quand les lois de la République sont bafouées de visu et devant ceux censés les appliquer.

Daoud Allam

RELIZANE

## Les robinets à sec à Ghemaïzia

**Les villageois du douar Ghemaïzia relevant de la commune d'Oued Djemaâ située à l'extrême est de la wilaya de Relizane souffrent du manque d'eau depuis plusieurs années.**

Selon un représentant dudit village, « toutes les correspondances adressées aux autorités locales et de la wilaya sont restées vaines ; ce n'est que des promesses, notamment au cours des campagnes électorales où chaque candidat promet monts et merveilles aux citoyens de la localité ».

Si certains habitants du village s'approvisionnent en eau à partir des sources et des puits, à dos d'âne comme dans l'ancien temps, d'autres plus aisés n'ont d'autres alternatives que de recourir à leurs poches pour obtenir le précieux liquide auprès de certains livreurs à l'aide de citerne tractée pour 1 000

DA, dira un citoyen. Joint, un élu local a affirmé que le problème de l'alimentation en eau potable à Ghemaïzia est en voie d'être résolu. Selon lui, il est pris en charge par un programme spécial de la wilaya. « Tous les villages seront touchés par ce dernier programme dont les travaux sont déjà entamés », confirmera-t-il. Dans la même optique liée à l'AEP, le wali de Relizane, lors de sa dernière visite d'inspection et de travail à Oued Djemaâ a déclaré sur les ondes de la radio

locale que la wilaya a bénéficié d'une enveloppe financière pour le projet de réalisation du réseau d'AEP au profit des régions éparses de la wilaya, citant les villages des communes d'Oued Djemaâ, Yellel et Belacel.

Selon lui, il s'agit d'un des plus importants projets que la wilaya ait engagé pour résoudre d'une manière définitive le sempiternel problème de l'eau à Relizane dont souffrent les citoyens depuis des années, comme l'a signalé le wali.

A. Rahmane

AÏN DEFLA

## Le grand chapiteau commercial sème la discorde entre les commerçants de la ville

**En plusieurs endroits de la ville de Aïn Defla, de nombreux commerçants activant légalement ont baissé leurs rideaux mercredi dès le début de la matinée, surtout dans les rues habituellement très animées telles que la rue Dubai comme on se plaît à l'appeler ici de par les grandes vitrines plus ou moins luxueuses achalandées où une certaine clientèle aisée, et qui ne lésine pas sur les dépenses, vient effectuer ses emplettes.**

Pour permettre à une grande majorité des ménages d'effectuer leurs achats à des prix à la portée de leur bourse, la municipalité a contribué à la mise en place d'un immense chapiteau où des commerçants de divers horizons, même des fabricants de fournitures scolaires, de vêtements, de vaisselle, de produits d'entretien de s'installer durant une période déterminée, comme maintenant à la veille de la rentrée scolaire.

Ce chapiteau a été installé au niveau de l'esplanade de la cité des 300 logements avec la bénédiction de l'APC. Cette sorte de

foire, avons-nous appris, se tiendra deux fois par an. En réaction à cette baisse de rideaux des commerçants, des pères de

famille interrogés sur le site nous ont confié unanimement : « En fait, ils (les commerçants) font pression sur les autorités locales pour qu'elles livrent les ménages pieds et poings liés aux riches commerçants pour qu'ils nous plument à loisir. » D'autres nous diront : « En fait, ces commerçants contestataires demandent que ce chapiteau ne se tienne pas pour qu'ils puissent, eux, profiter de nous sans vergogne. »

Contacté par nos soins, un responsable de la Direction du commerce nous confie, « il ne s'agit pas d'une grève parce qu'aucun préavis ni revendication ne sont déposés, mais d'une contestation contre une mesure réfléchie et assumée par l'APC, une mesure à laquelle nous adhérons pleinement parce qu'elle va dans le sens du soutien aux ménages à revenus modestes ».

Karim O.

BENI SAF (AÏN-TÉMOUCHENT)

## Colère des habitants de la plage du Puits

Le problème des eaux usées qui se déversent quotidiennement à la plage du Puits de la ville de Béni-Saf agace la population de cette ville côtière, particulièrement ces derniers jours où une conduite d'assainissement a été brisée. Résultat : une grande partie de la plage est transformée en un étang d'eaux usées à proximité des estivants de cette plage du Puits qui est située en plein côte de la ville de Béni-Saf, près du célèbre aquarium. Ceci sans

compter les autres déversements qui polluent cette plage et les odeurs nauséabondes qui se dégagent ça et là dans cette zone, provoquant une nuée d'insectes. Tout cela peut affecter la santé des vacanciers qui fréquentent cette plage, raison pour laquelle, de nombreux estivants interpellent les autorités locales pour mettre fin à ce problème qui dure depuis plus de deux semaines.

S. B.

## Licenciez Kafka !

Par Salem Birem

Appelons-le Hamid, il s'aperçoit un jour de mai 2016 que son compteur à gaz a une fuite. Il va à l'agence Sonelgaz de la ville et informe les « hôtesse » du guichet. En moins d'une minute, il a une première réponse : « Appelez le 3003 (téléphone urgences Sonelgaz) et ils viendront voir ! »

Hamid retourne chez lui et compose le 3003. Miracle, après plusieurs tentatives infructueuses, une voix féminine lui souhaite la bienvenue, il lui fait part de son souci, elle prend ses coordonnées et lui demande de patienter car la voiture Urgences de Sonelgaz va arriver. 2<sup>e</sup> miracle : la voiture arrive, un agent courtois se présente et contrôle le compteur. En effet, c'est avéré, fuite de gaz. « Allez vers votre agence et ils vont venir vous changer de compteur. » Merci monsieur l'agent. A l'agence, la réception n'est pas très engageante, on n'aime pas tellement les abonnés qui arrivent comme ça, sans parrainage. Qu'à cela ne tienne, deux employés finissent par arriver à la maison de Hamid, nous sommes à quelques jours du mois de Ramadhan. Les employés du gaz jettent un œil et décident de l'échange du compteur. « Mais pas tout de suite, car le Ramadhan va démarrer et ce sera difficile de faire l'opération, il vaut mieux attendre l'Aïd, vous n'aurez qu'à couper le gaz et le réactiver dès que vous en aurez besoin », dit un des deux salariés. Bon, eh bien attendons l'Aïd puisque c'est comme ça.

Après l'Aïd, rebelote. Hamid fait un remake de ce que vous avez lu plus haut. Il appelle le 3003 et re-miracle après une centaine de coups de fil on lui répond que « en effet, votre plainte est notée chez nous depuis le... et on vous avait envoyé la camionnette d'urgence. Tenez bon, on va vous envoyer quelqu'un ». Un agent téléphone à Hamid qui lui indique l'adresse du compteur fuyard, l'agent arrive et re-examine le compteur. « Ou la, la ! Il faut changer l'appareil car je vois que le gaz fuit et il fuit après notre compteur donc à votre charge ! En attendant mes collègues, vous n'aurez qu'à couper le gaz quand vous ne l'utilisez pas et allez à l'agence Sonelgaz car je vais déposer ma fiche pour qu'ils interviennent le plus tôt. » Hamid revient à l'agence, mêmes scènes désolantes, mêmes « hôtesse » étonnées et mêmes agents hagards qui vous regardent d'un air goguenard.

L'agence de Aïn Taya a cette particularité qui tient plus du flipper que du service public. Quand vous êtes en face des « hôtesse » côté agence et que vous annoncez votre requête, elles vous renvoient en bas à droite vers une petite pièce dédiée au gaz attenante à l'agence où vous vous trouvez face à des « agents » surpris de vous voir dossier à la main. Réponse automatique : « Allez en haut à gauche au guichet, ici on ne réagit que lorsqu'on nous dit de le faire. » « Mais justement, c'est ce que je viens de faire et c'est la même chose à chaque fois que je me présente à la réception... Mais qui faut-il voir à la fin ? » leur répond Hamid.

Après moult passages à l'agence, où le poste qui fonctionne le mieux c'est le guichet de règlement des redevances, Hamid se re-re-représente mardi 23 août. Il ose confier à une des « hôtesse » son souhait de rencontrer un « responsable » quelconque. Cinq minutes plus tard, il a droit à un « allez à l'agence Sonelgaz de Rouiba » ! Hamid n'ira pas à Rouiba... « Je continuerai à couper le gaz avant de dormir en espérant qu'il n'y aura jamais de catastrophe pour ne pas causer de désagréments à mes voisins qui n'y sont pour rien dans cette triste affaire. Je demanderai un dernier service à Monsieur le Ministre de l'Energie (ancien P-dg de Sonelgaz) : licenciement immédiat de M. Kafka ! »

S. B.